

Les agriculteurs attendaient beaucoup d'un amendement à ce bill lorsque le député de Crowfoot (M. Horner) a traversé la Chambre. Toutefois, comme l'a fait remarquer le député de Vegreville, le député de Crowfoot n'était pas à la Chambre pour voter pour cette mesure.

M. Woolliams: C'est un triste jour que celui où Jack Horner s'est tourné contre nous sur la question du système métrique. Nous nous opposons au bill.

● (2040)

M. Elzinga: Pas un député d'en face n'a pris part au débat de l'amendement qu'a proposé le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton). Nous avons tenté d'avancer des propositions constructives. Le député de Moose Jaw (M. Neil) a suggéré bien des améliorations au projet de loi.

Nous savons tous que la population agricole du pays ne représente que 5 p. 100 de la population totale. Peut-être est-ce là l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement est si déterminé à faire adopter ce projet de loi: il n'a aucune considération pour nos concitoyens du secteur agricole. Pour quiconque a suivi le débat, il est évident qu'il n'y a personne en face qui défend l'agriculteur de l'Ouest.

Des voix: Bravo!

M. Elzinga: Le ministre d'État chargé des petites entreprises n'a pas soufflé mot et est demeuré à son pupitre à signer des lettres. J'aurais aimé qu'il ait jugé bon de répondre à la lettre que le député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) a fait consigner au compte rendu aujourd'hui et dont l'auteur se plaignait du système métrique. Mais il a préféré ne pas répondre à une lettre qui allait à l'encontre de son opinion. Le ministre nous a dit qu'il allait différer l'application de certaines parties du projet de loi, une fois adopté, jusqu'à ce qu'il ait consulté les divers organismes agricoles.

M. Alexander: Je ne lui ferais pas confiance.

M. Elzinga: Comment voulez-vous, après ce qu'il a fait! Je ne vois pas pourquoi on devrait discuter d'un projet de loi qui ne sera pas adopté. Où veut-on en venir au juste? C'est une pure perte de temps pour nous. Si l'on a rien de mieux à faire que de discuter d'un bill que le gouvernement se refuse d'adopter, il est temps de prendre des vacances.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Bien dit!

M. Elzinga: Autre point important: ce que vont probablement coûter ces propositions à appliquer. Selon les prévisions des États-Unis, la conversion au système métrique coûterait entre 40 et 100 milliards. Si l'on calcule d'après le traditionnel facteur de 10 p. 100, on peut s'attendre à ce qu'elle coûte de 4 à 10 milliards. Si on en juge toutefois par l'expérience passée, il est fort probable que la question du coût soit la dernière préoccupation du gouvernement. Après tout, les dépenses gouvernementales n'ont-elles pas atteint un sommet sans précédent depuis une dizaine d'années? Sur les neuf derniers budgets, huit ont été déficitaires. Actuellement, l'inflation atteint un niveau record sous l'administration libérale, un taux de chômage inouï du fait de la politique gouvernementale et des dépenses à l'avenant, d'une ampleur inquiétante.

Système métrique

Nous mettons en danger le bien-être des générations à venir pour nous plier aux caprices du gouvernement au pouvoir. L'économie est affligée de taux d'intérêts et de taux hypothécaires records. Le niveau de nos emprunts à l'étranger est le plus élevé de tous les pays industrialisés. Sont-ce là des états de service dont les députés d'en face peuvent s'enorgueillir? Le problème de l'unité nationale est probablement le seul qui puisse sauver le gouvernement actuel, et la chose est triste à dire, car les résultats de son administration prouvent qu'il ne vaudra plus la peine de sauver le pays si ses affaires continuent d'être gérées comme elles le sont depuis dix ans.

Je demande encore: quelqu'un là-bas plaidera-t-il la cause des agriculteurs? Ou celle des maîtresses de maison? Mon ami de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a très bien exposé les difficultés que le système métrique représentera pour la Canadienne. Au lieu des cuillères à thé et de tasses pour mesurer, elle devra utiliser des kilogrammes et des millilitres. Mais le gouvernement se soucie peu des difficultés des particuliers qui trop souvent n'ont personne pour défendre leurs intérêts.

Le ministre a affirmé à plusieurs reprises que toutes les associations locales d'agriculteurs étaient en faveur de cette mesure. Si nous l'avions cru et l'avions laissé faire, ce bill aurait été adopté avant Noël. Mais nous avons hésité à le croire et nous avons appris depuis que les dirigeants des groupements agricoles ne représentaient pas l'opinion des membres.

J'ai reçu des mémoires de plusieurs groupements locaux d'Unifarm de ma circonscription, appuyant la position adoptée par le député de Qu'Appelle-Moose Mountain et demandant la suppression des articles du bill mentionnés dans la motion du député. Ces demandes montrent bien de quelle façon le gouvernement essaie de tromper l'opposition et la population canadienne. Nous en avons sans arrêt la preuve. Nous l'avons eue en 1974. Nous savons tous ce qui s'est produit à ce moment-là—on a vu le gouvernement changer brusquement d'attitude dès son accession au pouvoir. Nous nous souvenons de la campagne électorale de 1972, au cours de laquelle nous nous sommes prononcés en faveur d'une modeste augmentation des pensions et de l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers. Nous avons été sévèrement critiqués par le parti qui siège maintenant de l'autre côté, mais, dès qu'il a été élu pour former un gouvernement minoritaire, il a jugé bon d'appliquer les mesures qu'il avait si sévèrement critiquées.

Cela m'attriste de voir qu'on va nous imposer ce genre de législation. J'estime que les députés de ce côté-ci de la Chambre méritent des félicitations pour avoir participé à ce débat et pour avoir maintenu toujours vivante la démocratie de participation au Canada. Ils se sont vigoureusement défendus comme j'ai pu le constater dans certains discours que j'ai entendus ou que j'ai lus dans le *hansard*—comme ceux du député de Vegreville (M. Mazankowski) qui a magnifiquement défendu les intérêts de ceux qui l'ont élu. Le député d'Edmonton-Centre (M. Paproski) a parlé aujourd'hui au nom de commettants qu'il ne représente pas encore lorsqu'il a consigné au compte-rendu une lettre d'un résident rural de la circonscription qu'il compte représenter un jour, celle d'Edmonton-Nord.